

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 DECEMBRE 2017

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 15

Pouvoirs : 1

L'an deux mille dix-sept et le quatre décembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué le trente novembre deux mille dix-sept, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, BUISINE Serge, DIETRICH-WEISS Élisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BERTHIAUX Lucien, BESSONE Éric, BOISBOURDIN Philippe, GARCIA Éric, LAMBERT Éliane, SILVA Alain.

Absents et excusés :

LESUEUR Frédéric,

PALDACCI-UVERNET Antony,

SCHLICHTER Danièle,

RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à PELLERIN Annick).

Désignation du secrétaire de séance : M. GARCIA Eric

Adoption du compte rendu : Adopté sans observations.

Lecture des décisions :

- Marché public : Avenant n° 6 - révision du plan local d'urbanisme et prolongation de mission.
M. Garcia fait remarquer qu'il ne s'agit pas d'une révision du plan du PLU mais d'une élaboration, ce qui est acquiescer par M. le Maire.
- Locations : bail terrain nu – les Codouls.
- Locations : révision montant bail terrain nu – les Codouls.

1. DÉCISION MODIFICATIVE N°1 – BUDGET PRINCIPAL

Monsieur Serge BUISINE, Adjoint au Maire, présente la décision modificative.

Monsieur Serge BUISINE, Adjoint au Maire, rappelle au Conseil Municipal qu'au cours de l'assemblée délibérante du 28/09/2017, il a été décidé les admissions en non-valeur.

Pour une sincérité de notre budget, la perception de Lorgues, a complété l'état au titre des admissions en non-valeurs.

Les créances à admettre en non-valeur au compte 6541 sont des créances pour lesquelles malgré les diligences effectuées, aucun espoir de recouvrement n'est possible (personne décédée, multiples poursuites sans résultat par exemple...).

M. BUISINE rappelle que la Commune a eu l'opportunité d'investir dans une solution de gestion de Police Municipale et de Verbalisation Electronique (GVe), qui permet d'obtenir 1000 € de subvention sur la somme investie et qui s'arrêtera le 31/12/2017.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6541 : Créances admises en non-valeur	0,00 €	14 727,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6542 : Créances éteintes	14 727,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	14 727,00 €	14 727,00 €	0,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	14 727,00 €	14 727,00 €	0,00 €	0,00 €
INVESTISSEMENT				
D-202 : Frais réalisation documents urbanisme et numérisation cadastre	0,00 €	1 200,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2051 : Concessions et droits similaires	0,00 €	3 800,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles	0,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2128 : Autres agencements et aménagements de terrains	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL INVESTISSEMENT	5 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total Général		0,00 €		0,00 €

ARTICLE UNIQUE : De valider la décision modificative n° 1 du Budget principal, comme suivant :

Adopté à l'unanimité

2. DÉCISION MODIFICATIVE N°3 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE.

Monsieur Serge BUISINE, Adjoint au Maire, présente la décision modificative.

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-022 : Dépenses imprévues (exploitation)	1 165,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues (exploitation)	1 165,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6541 : Créances admises en non-valeur	0,00 €	1 165,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	0,00 €	1 165,00 €	0,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	1 165,00 €	1 165,00 €	0,00 €	0,00 €
Total Général	0,00 €		0,00 €	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De valider la décision modificative n° 3 du Budget annexe de l'eau potable, comme suivant :

Adopté à l'unanimité

3. DÉCISION MODIFICATIVE N°2 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT.

Monsieur Serge BUISINE, Adjoint au Maire, présente la décision modificative.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De valider la décision modificative n° 2 du Budget annexe de l'assainissement., comme suivant :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-61528 : entretien et réparations autres biens immobiliers	407,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	407,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6541 : Créances admises en non-valeur	0,00 €	407,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	0,00 €	407,00 €	0,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	407,00 €	407,00 €	0,00 €	0,00 €
Total Général	0,00 €		0,00 €	

Adopté à l'unanimité

4. ADMISSIONS EN NON-VALEUR – BUDGET PRINCIPAL

Vu le décret 98-1239 du 29/11/1998 portant sur les admissions en non-valeur, Monsieur Serge BUISINE, Adjoint au Maire, rappelle au Conseil Municipal qu'au cours de l'assemblée délibérante du 28/09/2017, il a été décidé les admissions en non-valeur.

Pour une sincérité de notre budget, la perception de Lorgues, a complété l'état au titre des admissions en non-valeurs.

M. BUISINE présente l'État confidentiel (détails et noms des débiteurs).

Mme BERTHIAUX, au regard du détail présenté, se questionne s'agissant des impayés de loyers depuis 2011 ; elle souhaite savoir s'il existe des moyens légaux pour expulser les débiteurs lorsque tous les autres moyens de relance se sont soldés par un échec.

M. BUISINE : « Le locataire débiteur est aujourd'hui décédé ; on constate que le Trésor Public de Lorgues n'a pas réalisé son action, et lorsqu'il l'a effectué pour d'autres débiteurs, ces derniers étaient insolvable. A ce jour, j'ai sollicité un huissier du Luc pour expulser d'autres débiteurs ».

M. LE MAIRE et M. GARCIA, après un échange sur la répartition des responsabilités sous le mandat municipal précédent, s'accordent tout deux pour rappeler que le recouvrement des créances et les poursuites induites sont de la responsabilité du Trésor Public.

M. BOISBOURDIN : « Pourquoi y'a-t-il eu un renouvellement de bail ? »

M. BUISINE : « Je ne peux pas vous répondre pour l'antériorité ; depuis un an, avec Mme PELLERIN, nous avons travaillé pour vérifier la solvabilité de tout nouveau futur locataire ; s'agissant des baux, ils doivent être de 6 ans pour les collectivités ».

M. LE MAIRE indique que la loi permet de mettre en œuvre une procédure d'expulsion après avoir notifié par voie d'huissier un commandement à payer, 2 mois après ce dernier demeuré sans retour, la collectivité doit saisir le tribunal de grande instance qui lui seul pourra prononcer l'expulsion. Cependant, considérant que la Commune est une entité publique, le tribunal a une tendance à ne pas prononcer l'expulsion si le locataire propose un étalement de la dette à la hauteur de ses moyens ».

M. SILVA : « N'a-t-on pas intérêt à confier la gestion aux H.L.M.? ».

M. LE MAIRE : « J'avais sollicité le Conseil Municipal à l'époque et il l'avait refusé ».

Mme BERGEZ : « Est-ce que vous pensez qu'un gestionnaire H.L.M. pourra plus facilement les expulser ? ».

M. BERTHIAUX : « Le gestionnaire serait plus drastique car son budget est directement lié à ces rentrées d'argent ».

M. SILVA : « Il faudrait déterminer quel est le coût, avantages et inconvénients de la location de ces logements ? ».

M. BUISINE : « Nous sommes à 40 000 € de loyer brut. En matière de contrôle, nous avons repris tous les logements : assurances, aides personnalisées au logement et nous avons fait refaire les plans. D'une manière ponctuelle, je contrôle les impayés pour relancer les personnes et le Trésor Public ».

M. SILVA : « Il faudrait mener une réflexion sur le sujet ».

M. LE MAIRE : « Pourquoi pas. M. BUISINE souhaite mener une politique de rénovation des bâtiments et M. MARTIN voulait casser tout l'intérieur pour reconstruire, les sommes seraient alors exorbitantes ».

M. BUISINE : « S'agissant des bâtiments, il faut respecter les mises aux normes, c'est une priorité et il faut l'inscrire au budget. Je ne peux pas admettre également des fenêtres qui ne fonctionnent pas avec des factures d'électricité qui sont trop importantes ».

Mme PELLERIN : « Nous n'avons pas le label social ».

M. LE MAIRE : « A l'époque, la Commune du Thoronet n'aurait pas eu de subvention « Loi Montagne » si la Commune ne faisait pas de social. Nous avons refait petit à petit les appartements, nous avons revu l'électricité et les menuiseries. Tout cela est réalisé au fur et à mesure ».

Mme TAXI : « Ce sont des vieux bâtiments, comme dans toute la Rue Grande ».

M. BUISINE : « Le Trésor Public ne fait pas son travail, cela fait maintenant plusieurs années que les dettes s'accumulent sans que le Trésor Public ne fasse quoi que ce soit ».

M. GARCIA : « Aujourd'hui, on s'aperçoit que par le manque de personnel, ils commencent à relâcher leurs actions ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'accepter les admissions en non-valeur des états annexés à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

(Le montant total adopté est de 14 727 € et le tableau nominatif confidentiel ne sera pas communiqué en dehors des administrations).

5. ADMISSIONS EN NON-VALEUR – BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Vu le décret 98-1239 du 29/11/1998 portant sur les admissions en non-valeur,

Monsieur Serge BUISINE, Adjoint au Maire, rappelle au Conseil Municipal qu'au cours de l'assemblée délibérante du 28/09/2017, il a été décidé les admissions en non-valeur.

Pour une sincérité de notre budget, la perception de Lorgues, a complété l'état au titre des admissions en non-valeurs.

Les créances à admettre en non-valeur au compte 6541 sont des créances pour lesquelles malgré les diligences effectuées, aucun espoir de recouvrement n'est possible (personne décédée, multiples poursuites sans résultat par exemple...).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'accepter les admissions en non-valeur des états annexés à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

(Le montant total adopté est de 1 165 € et le tableau nominatif confidentiel ne sera pas communiqué en dehors des administrations).

6. ADMISSIONS EN NON-VALEUR – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Vu le décret 98-1239 du 29/11/1998 portant sur les admissions en non-valeur,

Monsieur Serge BUISINE, Adjoint au Maire, rappelle au Conseil Municipal qu'au cours de l'assemblée délibérante du 28/09/2017, il a été décidé les admissions en non-valeur.

Pour une sincérité de notre budget, la perception de Lorgues, a complété l'état au titre des admissions en non-valeurs.

Les créances à admettre en non-valeur au compte 6541 sont des créances pour lesquelles malgré les diligences effectuées, aucun espoir de recouvrement n'est possible (personne décédée, multiples poursuites sans résultat par exemple...).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'accepter les admissions en non-valeur des états annexés à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

(Le montant total adopté est de 407 € et le tableau nominatif confidentiel ne sera pas communiqué en dehors des administrations).

<p><u>7. RETRAIT DE LA COMPÉTENCE FACULTATIVE « CONTRIBUTION AU FINANCEMENT DU S.D.I.S. ».</u></p>

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que le conseil communautaire, par délibération N°2017/94 du 26 Septembre 2017, a adopté de nouveaux statuts.

Parmi les compétences facultatives figure en 5 « Contributions au financement du SDIS ».

Compte tenu des contentieux en cours pour certaines communes et du manque de lisibilité sur les propositions définitives du SDIS sur les montants. Le conseil communautaire a délibéré de retirer cette compétence des statuts.

Le reste est sans changement par rapport à la délibération N°2017/94 du 26 Septembre 2017.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Oui l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de statuts présenté portant retrait de la compétence facultative : « Contribution au financement du SDIS ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le projet de statuts ci-annexé portant retrait de la compétence facultative « Contribution au financement du SDIS ».

Adopté à l'unanimité

8. AVENANT N°1 À LA CONVENTION TRIPARTITE « DISPOSITIF INTERCOMMUNAL DU CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ LORGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET - CARCES 2017-2018 ».

Vu la délibération du 26/06/2017 ayant pour objet « Renouvellement de la convention tripartite « Dispositif Intercommunal du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité LORGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET - CARCES 2017-2018 ».

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune de Lorgues a engagé depuis plusieurs années, une action en faveur des primaires et collégiens en difficulté ou en échec scolaire, à travers un Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité.

Ce dernier propose l'organisation et l'animation d'ateliers d'aide et de soutien scolaire mais également de soutien à la parentalité. La Commune du THORONET, d'ENTRECASTEAUX et de CARCES se sont associées à cette démarche.

Lecture est donnée du projet d'avenant modifiant l'article 6 de la convention tripartite « Dispositif Intercommunal du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité LORGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET – CARCES 2017-2018. »

Mme TAXI indique que cela concerne la Commune de Carcès mais que la Commune du Thoronet doit la signer en tant que membre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De valider l'avenant n° 1 à la convention tripartite « Dispositif Intercommunal du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité LORGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET - CARCES 2017-2018 ».

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur Le Maire à signer ledit avenant.

Adopté à l'unanimité

9. SOUTIEN DU CONSEIL MUNICIPAL À LA MOTION DE L'AMRF ET DE L'AMR83 SUR « L'ADOPTION D'UNE LOI EN FAVEUR DES COMMUNES ET DE LA RURALITÉ » EN DATE DU 18 NOVEMBRE 2017.

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal de la motion sur « l'adoption d'une Loi en faveur des communes et de la ruralité », adoptée au Congrès national de l'Association des Maires Ruraux de France du 30 septembre et à l'Assemblée Générale des Maires Ruraux du Var le 18 novembre 2017 à Cabasse (83).

Il en donne la lecture :

« Motion sur l'adoption d'une Loi en faveur des communes et de la ruralité

Nous, Maires ruraux réunis en Assemblée Générale des Maires ruraux du Var le samedi 18 novembre 2017, relayons l'appel lancé par le Congrès des Maires ruraux de France pour nous adresser au Parlement et au Gouvernement afin de se saisir d'urgence d'une loi de programmation et de financement en faveur du développement des territoires ruraux.

Elle doit porter une vision politique en faveur des territoires ruraux pour l'équilibre du Pays.

Nos campagnes sont dynamiques, vivantes, solidaires et inventives. Elles sont une chance réelle pour notre pays dans une complémentarité entre les territoires urbains et ruraux.

Pour la saisir, il faut redonner aux territoires ruraux les mêmes capacités d'actions qu'aux territoires urbains et espoirs aux habitants et aux élus.

Ce combat, nous le menons malgré des années où les gouvernements successifs déshabillent les communes et la ruralité de leurs compétences, de leurs moyens et des services nécessaires à leur dynamisme.

Parce que nous nous voulons construire NOTRE avenir, parce que nous avons la volonté de construire l'avenir :

- Nous avons besoin en début de quinquennat d'ingénierie en nombre, d'une réelle simplification pour que des projets puissent voir le jour : éducation, santé, eau, assainissement, urbanisme et droit des sols, habitat, téléphonie, voirie, logement locatif, mobilité, culture...
- Nous avons besoin de souplesse en revenant sur les transferts obligatoires aux EPCI, d'une lecture fine pour le maintien en ZRR (correction du décret ZRR qui exclut les communes en agglomération).
- Nous avons besoin de moyens par des mécanismes de dotations dynamiques et pérennes, basés sur l'égalité entre urbains et ruraux, d'une péréquation plus forte.

Face à ce ras-le-bol général et pour défendre NOTRE futur, des centaines de maires se sont déjà réunis, grâce à l'action de plusieurs associations départementales pour faire entendre NOTRE voix, celle de la ruralité.

Ce fut le cas ces derniers jours dans l'Allier, dans le Puy-de-Dôme et le Lot. Ce sera le cas prochainement dans l'Eure et en Seine-Maritime. C'est aujourd'hui à Cabasse avec des congressistes venus de toute la France, que les Maires ruraux s'engagent en faveur d'une loi adaptée aux territoires ruraux.

Avec un esprit de responsabilité et combatif, nous proposerons, à partir des 150 propositions des États Généraux de la ruralité dans les prochaines semaines, un texte à destination du Parlement.

Ce texte visera à faciliter la vie des communes rurales et de ses habitants, à partir du constat que les législations actuelles et successives sont toutes d'inspiration et à dominante urbaine.

Nous appelons les Parlementaires à se saisir de cette demande pour la concrétiser. L'enjeu rural doit être pris en compte dans l'ensemble des textes de lois.

Nous appelons toutes les communes rurales de notre département à adopter une délibération demandant le vote d'une Loi-cadre « communes et ruralités ».

M. SILVA souhaite connaître les 150 propositions.

M. LE MAIRE ne les connaît pas toutes mais l'une des principales est le maintien des dotations de l'État.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'approuver l'ensemble du contenu de la motion établie par l'AMRF sur l'adoption d'une Loi en faveur des communes et de la ruralité.

ARTICLE SECOND : De s'associer solidairement à la démarche de l'Association des maires ruraux de France et des Maires Ruraux du Var en faveur d'une loi-cadre « commune et ruralité ».

Adopté à l'unanimité

10. INSTAURATION DU COMPTE ÉPARGNE TEMPS.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 19 Octobre 2017,

Monsieur Le Maire indique qu'il est nécessaire d'instituer, dans la collectivité de Le Thoronet, un compte épargne-temps (C.E.T.) ; ce compte permet à leurs titulaires d'accumuler des droits à congés.

Le compte épargne temps est ouvert aux agents titulaires et non titulaires justifiant d'une année de service. Les stagiaires et les non titulaires de droit privé ne peuvent bénéficier du C.E.T. L'initiative en revient à l'agent qui formule sa demande à l'autorité territoriale. Ainsi, le C.E.T. est ouvert à la demande expresse, écrite, et individuelle de l'agent, qui est informé annuellement des droits épargnés et consommés.

Monsieur le Maire précise que conformément au décret du 26 août 2004, il a saisi le Comité Technique qui a donné un avis favorable sur les modalités d'application d'instauration du compte épargne temps.

↳ Les jours concernés sont :

- les congés annuels et jours de fractionnement sans que le nombre de jours pris au titre de l'année ne soit inférieur à 20, (proratisés pour les agents à temps partiel et temps non complet),
- les repos compensateurs, validés par l'autorité territoriale.

↳ Alimentation du C.E.T. :

L'alimentation du C.E.T. doit être effectuée par demande écrite de l'agent, remise au service des ressources humaines, établie une fois par an et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante. Le détail des jours à reporter sera adressé à l'autorité territoriale.

↳ Utilisation du C.E.T. :

L'agent peut utiliser tout ou partie de son C.E.T. dès qu'il le souhaite, sous réserve des nécessités de service.

Les nécessités de service ne pourront être opposées à l'utilisation des jours épargnés lorsque le compte arrive à échéance, à la cessation définitive de fonctions, si l'agent souhaite utiliser tout ou partie de son C.E.T. avant une mutation définitive ou si le congé est sollicité à la suite d'un congé maternité, adoption, paternité ou solidarité familiale.

Les jours que l'agent a choisi de maintenir sur son C.E.T. pourront être utilisés sous forme de congés.

Le nombre total de jours inscrits sur le C.E.T. ne peut excéder 60 ; l'option de maintien sur le C.E.T. de jours épargnés ne peut donc être exercée que dans cette limite.

Monsieur le Maire précise que les jours accumulés sur le C.E.T. ne peuvent être utilisés que sous forme de congés.

M. LE MAIRE rappelle que les agents municipaux bénéficient de 25 jours de congés annuels sans autre exception, il n'existe pas pour le personnel de la Commune du Thoronet de jours offerts ou autres formes de congés, en dehors de la réglementation. Il précise que la possibilité offerte de payer les jours déposés sur le C.E.T. n'a pas été retenue.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter la mise en place du compte épargne temps pour la Commune de le THORONET à compter du 15 décembre 2017.

Adopté à l'unanimité

INFORMATIONS DIVERSES

- Pont d'Argens :
M. LE MAIRE expose les demandes des riverains pour ralentir la vitesse des véhicules traversant le hameau et la suppression du passage des poids lourds. Le Département répond que cela est impossible. La Commune mène une étude pour installer un feu rouge qui serait en totalité à la charge de la Commune.
- Lecture du courrier de M. LONGOUR, Maire de la Commune du Cannet des Maures, portant sur la dangerosité de la route départementale menant au Thoronet ainsi que la pétition réalisée par les riverains.
- Mme BERTHIAUX expose aux membres du Conseil Municipal son compte-rendu de visite à la micro crèche et à la cantine de l'école. Elle présente quelques observations pouvant améliorer les services.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h48.

Le secrétaire de séance

M. GARCIA Eric